

Minister of Industry,
Science and Technology and
Minister for International Trade



Ministre de l'Industrie, des
Sciences et de la Technologie et
ministre du Commerce extérieur

Statement

Déclaration

ERRATUM

Statement 92/13

Notes for a Speech by the Honourable Michael Wilson, Minister of Industry, Science and Technology and Minister for International Trade, at the Inauguration of the World Trade Centre in Montreal

Paragraph two on the first page should be deleted.

The future location of the International Trade Centre and of the Regional Office of Industry, Science and Technology Canada in Montreal has not yet been determined.

Déclaration 92/13

Notes pour une allocution du ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, et ministre du Commerce extérieur, M. Michael Wilson, lors de l'inauguration du Centre de commerce mondial de Montréal

Le deuxième paragraphe de la première page devrait être rayé.

L'emplacement futur du Centre du commerce international et du Bureau régional d'Industrie, Sciences et Technologie Canada à Montréal n'a pas encore été fixé.

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

92/14

TEL QUE PRONONCÉ

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DE L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES
DU CANADA
AU PRESS CLUB DU CAP**

**LE CAP (Afrique du Sud)
Le 8 avril 1992**

Je suis très heureuse d'être ici aujourd'hui en tant que Canadienne et ancienne journaliste. Je suis venue en Afrique du Sud respirer le nouveau vent de liberté et de justice qui souffle sur ce pays très spécial.

Ce vent de changement porte les espoirs et les rêves de beaucoup de Sud-Africains, Noirs et Blancs. Il porte aussi la voix de ceux qui ont participé vaillamment à la lutte contre l'apartheid, dont beaucoup, comme Steve Biko, ont donné leur vie pour apporter la démocratie à tous les Sud-Africains.

L'Afrique du Sud traverse une période stimulante quoique pleine de difficultés et de dangers. Le changement, quel qu'il soit, fait ressortir ce qu'il y a de mieux mais aussi de pire chez les êtres humains. Les gens réagissent au changement selon la vision qu'ils ont de leur avenir.

Un pays est la somme de ces visions et des émotions qu'elles suscitent: le courage, l'honneur, la colère, la volonté - ou le refus - de pardonner, la détermination à coexister dans la paix.

Vous avez constaté ce courage ici, en Afrique du Sud, chez des leaders comme Nelson Mandela, Walter et Albertina Sisulu, Beyers Naude et le président de Klerk, chez des politiciens comme Helen Suzman, des écrivains comme Alan Paton et Nadine Gardimer et des journalistes, qui refusaient de laisser leur Afrique du Sud demeurer silencieuse lorsque des êtres humains étaient opprimés et torturés.

Vous avez également vu la colère - colère qui persiste chez de nombreux Sud-Africains.

Si l'Afrique du Sud veut procéder à un changement durable et occuper la place qui lui revient dans la communauté des nations, la violence doit prendre fin : toute la violence, qu'elle soit le fait de la droite ou de la gauche, des Noirs ou des Blancs.

Non seulement parce que la violence tue ceux qui sont assez malchanceux pour se trouver sur son chemin, mais parce qu'elle estropie ceux qui restent en vie, blesse l'esprit et nourrit la colère et le désir de vengeance qui peuvent persister, génération après génération.

L'avenir de l'Afrique du Sud ne peut être et ne sera pas fondé sur des fleuves de sang. Les groupes extrémistes qui croient pouvoir renverser le mouvement en faveur d'une «culture de la démocratie» manquent de vision; les leaders qui incitent leurs partisans à recourir aux armes plutôt qu'à la raison condamnent tous les Sud-Africains à un héritage de mort et de désordre.

Pour que la paix et l'ordre soient instaurés en Afrique du Sud, il faut que les droits de la personne fondamentaux y soient reconnus et respectés.

Il fut un temps où le Canada et l'Afrique du Sud avaient des vues semblables au sujet des droits de la personne. Je pense à 1948, année où nos deux pays ont signé la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies. Votre grand leader Jan Smuts a aidé à la rédaction de cette déclaration.

Le Canada a connu lui aussi des situations qui menaçaient les droits de ses citoyens depuis 1948. Nous nous sommes employés à définir et, surtout, à concrétiser ces droits, et nous continuons à trouver des compromis qui permettent aux Canadiens de donner toute leur mesure, dans la paix et la dignité.

Aucun pays n'est à l'abri des forces qui peuvent miner son intégrité de l'intérieur. Toutefois, les pays doivent agir lorsqu'ils estiment que les droits d'une personne ou d'un groupe à l'intérieur de leurs frontières sont menacés.

En ce qui concerne l'Afrique du Sud, la position du Canada a toujours été claire. M. John Diefenbaker a parlé pour nous lorsqu'il a déclaré en 1961 que nous rejetions l'apartheid, quelle que fût sa forme. Depuis, nous avons participé activement à la campagne internationale visant à instaurer la démocratie pour tous les habitants de l'Afrique du Sud.

Nous avons exprimé vigoureusement notre opinion aux Nations Unies et au Commonwealth. Nous avons réduit fortement les relations bilatérales officielles.

Nous sommes restés en contact avec les dirigeants du mouvement anti-apartheid, dans leurs pays d'exil et ici, en Afrique du Sud, leur offrant solidarité, éducation, aide juridique et coopération technique. En outre, nous avons encouragé vigoureusement la liberté de presse en finançant une partie de la lutte contre la censure.

Par ailleurs, nous nous sommes attachés à promouvoir l'imposition de sanctions, mesure qui ne réjouit personne. Les sanctions sont un mécanisme grossier visant à susciter des changements, souvent au détriment du commerce, des investissements et de l'emploi dans les pays concernés.

Elles ont aussi un coût social très réel, dont la perte de contacts humains, la rupture de liens familiaux, des perturbations dans la libre circulation des idées, l'enrichissement culturel et l'échange d'expériences et de valeurs.

Une femme avec laquelle je me suis entretenue la fin de semaine dernière, qui avait manifestement surmonté assez bien les effets économiques des sanctions, a parlé du sentiment d'«isolement» qu'elle éprouvait, étant donné que de moins en moins de gens

venaient visiter l'Afrique du Sud, y participer à des débats, y donner des spectacles, y échanger des vues.

Il ne fait aucun doute dans mon esprit que les sanctions ont entraîné une accélération du changement. Il est maintenant temps de tourner la page et de s'attaquer aux défis qui se posent à une nouvelle Afrique du Sud.

La situation en Afrique du Sud concerne non seulement les Sud-Africains, mais aussi ses voisins africains et tous les autres pays, qui ont un destin commun lié à l'harmonie entre les races.

Essayez d'imaginer un avenir où la majorité des pays africains sont démocratiques et collaborent au profit de tous les peuples de cet énorme continent. Dans un monde de plus en plus petit, l'Afrique est tout à fait capable de redevenir un continent d'avenir au 21^e siècle!

L'Afrique du Sud peut devenir une source d'espoir pour l'Afrique et le reste du monde - l'espoir de la réconciliation, du développement et du progrès. Le monde a certainement besoin de nouveaux modèles. Une grande partie des progrès accomplis dans l'établissement de normes universelles en matière de droits de la personne ont malheureusement été suscités par ce que le Canadien John Holmes a appelé la «mobilisation de la honte».

Il reste toutefois bien des raisons d'avoir honte! Le fléau du racisme est loin d'être vaincu. Dans un grand nombre de pays africains, les échecs politiques et économiques catastrophiques qui ont suivi l'ère coloniale ont laissé des millions de personnes dans la misère. Les dirigeants de ces pays ont besoin sans délai de modèles efficaces de stabilité politique et de progrès économique.

À notre avis, il est insensé d'aborder ces divers problèmes séparément. C'est pourquoi la politique étrangère du Canada a été axée jusqu'ici sur la nécessité de réaliser des progrès dans trois domaines de base : le respect des droits de la personne fondamentaux; la mise sur pied d'institutions démocratiques, ce qui comprend des élections libres et un système judiciaire indépendant; l'établissement d'un «bon gouvernement», soit l'administration efficace des ressources publiques et la reconnaissance des besoins des pauvres, des femmes, des minorités et des autres groupes désavantagés.

Dans le cas de l'Afrique du Sud, le Canada a aidé au processus visant à élargir la définition de la démocratie. Nous ne souhaitons pas promouvoir notre système constitutionnel ni aucun autre. Chaque État doit trouver sa propre voie vers la liberté. Toutefois, nous sommes d'avis qu'un règlement politique doit être

conclu au moyen de négociations pacifiques et ratifié dans le cadre d'élections justes et libres.

Pour cette raison, la communauté internationale suit de près les premières étapes du processus de partage du pouvoir en Afrique du Sud, car ces étapes nous donneront une idée des perspectives de paix, de stabilité et d'égalité en Afrique du Sud.

En tant que secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, je tiens à souligner que le Canada reconnaît et admire les progrès réalisés sur la voie de la démocratie et appuiera les efforts futurs. Dans le cadre de ma visite, j'ai eu des entretiens généraux sur l'état des négociations concernant la CODESA (Convention pour une Afrique du Sud démocratique) et les chances pour que soit conclu un accord sur les mécanismes de transition vers la démocratie. Je ferai part de mes constatations à mes collègues du Commonwealth.

Comme vous le savez, à Harare, les dirigeants des pays du Commonwealth ont fait du partage du pouvoir une condition essentielle de la levée des sanctions touchant le commerce et l'investissement, et je préside le Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth chargé d'évaluer la situation.

Je sais que mes collègues du Commonwealth espèrent comme moi que, dans le cadre de la CODESA, un accord sur les mécanismes de transition sera conclu et que le partage du pouvoir sera mené à terme. Il en résultera une normalisation de nos relations.

En tant que Canadienne, c'est avec plaisir que j'ai appris pendant ma visite que, malgré nos différences et nos tensions au fil des ans, le Canada était tenu en haute estime en Afrique du Sud. J'ai également été réconfortée d'apprendre de la bouche de Sud-Africains dont nous partageons depuis des années les vues sur l'apartheid que le Canada, à leurs yeux, avait contribué à concrétiser et à accélérer les réformes dans leur pays.

Mais à présent, nous devons nous tourner vers l'avenir. Je tiens par-dessus tout à explorer les possibilités de liens nouveaux et considérablement resserrés entre nos deux pays, de relations commerciales et économiques renforcées, d'une coopération politique et de contacts abondants entre nos peuples.

Nos deux pays sont des partenaires multilatéraux naturels, liés par leur taille, leur orientation économique, leur langue et un important bagage commun. Ensemble, nous pourrons faire du bon travail aux Nations Unies et dans ses institutions spécialisées, de même qu'au sein du Commonwealth. Nous devons unir nos efforts en matière d'environnement, de contrôle des armements et de lutte contre la famine en Afrique. Les possibilités de coopération bilatérale entre nos peuples sont innombrables.

Nos économies sont à bien des égards complémentaires. En effet, nous sommes tous deux des exportateurs de ressources naturelles qui se battent pour conserver leur part du marché dans un contexte commercial où la concurrence est de plus en plus vive. Nous devons collaborer au sein du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) pour renforcer les règles de commerce international et conserver notre accès aux marchés dans un monde fait de blocs commerciaux monolithiques.

Nous voulons vous vendre les meilleurs bombardiers à eau du monde - pour que vous puissiez éteindre plus vite les incendies sur votre magnifique plateau. Nous voulons aussi vous vendre du matériel de télécommunication et de transport, secteur dans lequel nous sommes devenus experts, du fait de notre géographie. Et bien plus encore.

Nous achèterons également à nouveau vos bons vins et espérons que vous goûterez aux nôtres, dont nous sommes d'ailleurs très fiers.

Nous admirerons vos oeuvres d'art, écouterons votre musique, assisterons à vos pièces de théâtre et accueillerons vos athlètes, artistes, professeurs, scientifiques, étudiants et touristes. Et vous en ferez autant pour nous.

Les sanctions qui touchent directement la population ont déjà été levées, et nous avons la possibilité de créer des liens humains très forts entre nos deux pays. Aujourd'hui, tout est possible et la perspective d'un avenir prometteur est fort attrayante. Mais personne n'est naïf. Le chemin à emprunter pour l'avenir n'est pas facile - il ne l'a jamais été. D'ailleurs, le Canada et l'Afrique du Sud, malgré les milliers de kilomètres qui les séparent, ont de nombreux points en commun à leur programme public.

Nous devons nous aussi relever le défi de satisfaire des peuples divers à l'intérieur d'un État souverain. Nous sommes nous aussi aux prises avec des problèmes d'adaptation de notre Constitution, de répartition des pouvoirs et de protection des droits de ceux qui estiment avoir été autrefois laissés pour compte.

La promotion des droits de la personne, la protection de la langue, l'égalité des sexes et le pluralisme sont autant de valeurs sociales dont la réalisation pose un défi pour nos deux pays. Nous sommes également tous deux confrontés à un autre défi commun : celui de développer les systèmes de transport et de communication et d'assurer le développement économique d'une population peu nombreuse répartie sur un vaste territoire.

La différence, c'est qu'au Canada, nous n'avons pas connu toute l'agitation sociale, économique et politique qui secoue votre pays depuis des décennies.

Le chemin que vous devrez emprunter est plus compliqué, mais ses premiers jalons semblent bien définis :

- o les négociations, si difficiles soient-elles, doivent se poursuivre;
- o il faut s'entendre sur les mécanismes de transition à la démocratie;
- o le pouvoir doit commencer à être partagé.

Les fruits du succès de ce processus seront réels et durables :

- o la stabilité politique à l'intérieur d'une culture démocratique;
- o des institutions au service de la population tout entière;
- o la primauté du droit;
- o une économie de plus en plus tournée vers l'extérieur;
- o des richesses et des perspectives d'avenir partagées par le plus de personnes possible;
- o la participation à un monde dont les éléments sont de plus en plus interdépendants.

En un mot, le legs de l'apartheid sera enterré à tout jamais. Et le Canada souhaite vivement pouvoir jouer un rôle constructif dans l'avènement d'une nouvelle Afrique du Sud.

Nous sommes extrêmement fiers de l'apport du Canada ces quelques dernières années dans les préparatifs devant mener aux négociations constitutionnelles, dans la défense des droits de la personne, dans la promotion du dialogue et dans le développement des ressources humaines. Mais, de la même façon que l'Afrique du Sud se transforme et qu'elle s'adapte au développement démocratique, notre programme d'aide devra lui aussi s'adapter aux conditions changeantes.

Notre aide à la recherche doit s'étendre du domaine constitutionnel à celui de la politique sociale et économique. La liberté politique et économique doit passer par des politiques sociales et économiques solides et réceptives issues d'un vigoureux débat populaire. Le Canada contribuera à ce processus en appuyant une série d'initiatives de recherche sur les politiques dans les domaines de l'économie, de l'éducation et des politiques urbaines. En guise de premier pas dans cette direction, j'ai le plaisir d'annoncer le versement d'une contribution de 2,5 millions de rands (soit 1,03 million de dollars canadiens) au tout nouveau *macro-economic research group*.

Les droits de la personne ont été clairement définis comme la priorité des priorités pour la nouvelle Afrique du Sud. Mais à mesure que le pays progresse vers la démocratie, les droits de la femme risquent d'être tenus pour acquis. Comme une éminente porte-parole des droits de la femme me l'a dit en début de semaine, les femmes ne sont pas représentées comme elles le

devraient dans le processus de la CODESA. On risque de parler et de raisonner à leur place et de ne pas tenir compte d'elles. Le Canada entend faire des questions touchant les femmes, de leur participation au processus politique au problème de la violence familiale en passant par l'égalité d'accès à l'éducation, un élément central de sa politique de développement en Afrique du Sud.

Nous continuerons à favoriser le dialogue, mais en faisant une plus grande place aux activités culturelles et sportives populaires à l'intention des enfants et des jeunes gens. Ces programmes offrent une possibilité formidable de faire tomber les barrières entre les communautés et d'encourager la réconciliation et la compréhension dans une société longtemps divisée.

Enfin, nous donnerons une orientation plus stratégique à notre important programme d'éducation en Afrique du Sud en vue d'assurer la formation des futurs meneurs de la fonction publique et du secteur privé. C'est maintenant qu'il faut les former si nous voulons que demain ils portent efficacement le fardeau énorme du développement.

Dans un avenir plus lointain, nous envisageons un éventuel partenariat entre deux nations pluralistes et démocratiques - deux nations dans lesquelles le pluralisme et la démocratie se seront installés, mais non sans heurt.

Par le passé, l'histoire nous a éloignés. Dans l'avenir, nous ne nous attacherons pas à ce qui nous sépare, mais bien à ce qui nous rapproche.

J'ai confiance que, malgré les nombreuses difficultés qui s'annoncent, grâce à la CODESA, vous réussirez à trouver la voie pacifique qui vous conduira à la démocratie. J'espère que les progrès se poursuivront et qu'ils amèneront, de préférence le plus rapidement possible, la suppression des sanctions qui entravent encore les relations entre nos pays. Mais ce n'est pas la levée des sanctions qui rétablira à elle seule la confiance économique dans l'Afrique du Sud. De part et d'autre, je me suis laissé dire que le pays avait désespérément besoin d'investissements étrangers, et je peux vous dire que les gens d'affaires canadiens souhaitent vivement venir ici. Mais ils ne le feront pas tant qu'ils n'auront pas la certitude absolue que l'Afrique du Sud s'est engagée pour de bon sur la voie de la démocratie, que ses leaders ont pris un engagement envers la liberté économique et politique et que le terrible fléau de la violence est devenu chose du passé.

Je quitterai l'Afrique triste de voir que la haine et la violence subsistent et continuent hélas à diviser les Sud-Africains. Les bonnes intentions doivent au plus vite céder la place à des actions fermes.

Le temps est venu de faire preuve de leadership, de courage et de vision. Je salue le président de Klerk qui a saisi l'occasion de faire avancer l'Afrique du Sud vers une ère de démocratie universelle. Je salue les leaders du mouvement démocratique de masse qui, animés d'un dévouement inébranlable pour le sort de leur peuple, ont changé contre vents et marées le cours de l'histoire.

Je salue également le courage des Sud-Africains, Noirs et Blancs, qui ont refusé d'accepter un système injuste et inhumain et ont risqué leur vie pour son élimination.

Je prie pour que tous les Sud-Africains voient les avantages du changement, pour qu'ils prennent conscience que dans la liberté et la justice pour tous, les individus et les nations ne peuvent que grandir.

Ils prétendent que c'est un mauvais vent qui n'apporte rien qui vaille. Le vent de changement qui souffle sur l'Afrique du Sud doit apaiser la colère et les passions tout en amenant les Sud-Africains à se réjouir à la perspective de la grandeur qu'acquerra ce pays magnifique. Mais le vent ne connaît aucune frontière, et, quelle que soit son intensité, il se fera sentir à des milliers de kilomètres.

Il ne me reste qu'à espérer que ce sera un vent apaisant pour l'Afrique du Sud et favorable pour le reste du monde!